

TABLE-RONDE

La recherche universitaire pour le développement en Afrique de l'Ouest et du Centre : les préoccupations de l'heure

Organisée par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI)
le 15 décembre 2008, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

Résumé

L'enseignement dans les Universités africaines reste encore consommateur de recherches produites et accumulées ailleurs. Or, de la recherche dépendent l'efficacité et la pertinence des deux autres missions de l'Université, l'enseignement et le service à la société.

Au Sénégal, de nombreuses contraintes pèsent sur cette recherche qui stagne en dépit de toutes les missions qui lui sont dévolues, entre autres du fait du faible budget et de peu d'intérêt qui lui est accordé. Par exemple, laboratoires et centres de recherche continuent encore à travailler de façon isolée. Le chapitre « recherche » n'existe pas dans la nomenclature budgétaire, obsolète, de l'Université. Dans ces conditions, il est difficile de rendre opératoire le devoir de rendre compte en matière de recherche, d'autant plus que les subventions servies par l'Etat à l'Université ne servent pas à la recherche. Enfin dans un contexte mondialisé où l'innovation est le maître-mot, la recherche se déroule sous le mode de l'isolat.

Une des conditions pour créer un environnement de production de savoir(s) dans un monde de plus en plus ouvert passe par des enseignements fondés sur une formation à la recherche, où toutes les sciences (sociales, humaines, « dures ») sont indiquées, dans une démarche transdisciplinaire et en partenariat. Le rôle de la communication, ici comprise comme accès à des réseaux et espace de partage de ressources et d'expériences est crucial.

A l'Université, quelques éléments peuvent servir de levier pour inverser la tendance actuelle : un système de gouvernance performant et coordonné appuyé par un financement endogène stable et durable sur la base d'un plan stratégique de recherche. Celui-ci doit s'inscrire dans une politique nationale de recherche où les priorités sont définies de manière autonome dans le cadre de l'élaboration d'un programme de développement et où des acteurs comme le secteur privé et les organismes d'appui au développement jouent un rôle actif d'accompagnement.

Ainsi une communauté de chercheurs, accumulant des connaissances à partir des réalités locales, insérées dans un contexte de mondialisation, pourra fournir une analyse critique valorisée et des stratégies pour comprendre les problèmes du développement et favoriser la transformation sociale.

Introduction

Cette table-ronde, organisée par le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (BRACO) du CRDI dans le cadre de la visite du Président du CRDI, M. David Malone, a réuni un groupe sélectionné d'acteurs universitaires de la recherche au Sénégal, de représentants de partenaires techniques et financiers, de conseillers régionaux du CRDI et du personnel du Bureau régional du CRDI à Dakar, pour discuter des enjeux de la recherche universitaire et sa contribution au développement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

M. Abdoulaye Ndiaye, Conseiller régional du CRDI, modérateur de la rencontre, a, dans son introduction, souhaité la bienvenue à l'assistance dans ses différentes composantes. Le Président du CRDI s'est dit ravi d'être présent pour écouter, poser des questions et partager ses réflexions.

En guise de bref rappel du contexte de cette table-ronde, il est à souligner que deux objectifs majeurs étaient fixés : d'une part, mieux comprendre les enjeux actuels entourant la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur et d'autre part, identifier les problématiques sur lesquelles le CRDI pourrait faire des contributions, renouvelées ou différenciées, susceptibles d'améliorer l'environnement et les conditions de la recherche dans la région.

Le Recteur, Président de l'Assemblée de l'Université Cheikh Anta Diop, M. Abdou Salam Sall, a été invité à prendre la parole. Après avoir remercié le Président du CRDI et la Directrice du BRACO et souhaité la bienvenue aux participants, il a souligné que le CRDI est un des principaux bailleurs de fonds de l'UCAD dans le domaine de la recherche. Il a félicité la démarche de cet organisme qui consiste à écouter pour fonder des orientations pertinentes. Selon le Recteur, à l'UCAD, qui compte 1143 enseignants et 6000 doctorants, la recherche est au début de tout le processus, y compris dans les enseignements et l'efficacité de l'activité pédagogique. La recherche est également au cœur de l'innovation. Cette Université a réorganisé depuis 2003 son dispositif de recherche autour de quatre (4) paramètres :

- la transdisciplinarité ;
- l'amélioration de l'environnement de recherche, avec un réseau informatique conséquent, le Centre de conférence et le Centre de mesure ;
- le financement de la recherche par l'Université elle-même et la création de la Fondation UCAD ;
- les droits de propriété intellectuelle et leur valorisation par la maîtrise du transfert de la science vers le marché : projet « Entreprendre » de l'Ecole Supérieure Polytechnique, Centre de mesure, Parc scientifique du Sénégal et ses domaines d'intervention : TIC, Biotechnologies, Aquaculture, Confection.

Pour conclure, le Recteur a formulé beaucoup d'espoir dans la rencontre, l'UCAD souhaitant une contractualisation de ses rapports avec le CRDI, à travers les Ecoles doctorales et l'amélioration de l'environnement de travail.

Questions à débattre

Mme Kathryn Touré, Directrice du BRACO, s'est réjouie de l'engagement des universitaires sénégalais, en présence du Président du CRDI et du Conseiller principal en politique, pour débattre d'une part, de l'importance de la recherche dans les Universités et d'autre part, des conditions pour une recherche pertinente. Comment la recherche est-elle organisée et gérée à l'Université ? Comment est-elle financée ? Après des décennies d'investissement dans l'enseignement primaire et secondaire, une réorientation vers l'enseignement supérieur a été engagée pour plusieurs raisons : obtenir les données empiriques qui permettent de contribuer positivement au débat ; documenter, comprendre et partager les bonnes pratiques pour l'épanouissement de la recherche à l'Université ; appréhender l'importance de la recherche universitaire aux plans national et régional. Elle a soulevé des questions et des pistes de réflexion sur une des missions de l'Université à savoir la recherche (à côté de l'enseignement et du service à la société). Le constat qui se dégage est une inadéquation vis-à-vis de la société. La formation universitaire ne correspond plus à la demande de la société ; la recherche à l'Université apporte peu au problème du développement économique et social de l'Afrique ; les résultats de la recherche ne sont pas suffisamment utilisés par les enseignants pour définir les contenus des cours dispensés aux étudiants.

1. Recherche et enseignement

Comment la recherche contribue-t-elle à la qualité de l'enseignement ? Elle augmente la masse de savoir et de savoir-faire partagés par les apprenants ; elle permet aux étudiants de s'impliquer dans le processus de construction de nouvelles connaissances ; elle expose les étudiants à des méthodes rigoureuses pour résoudre des problèmes et les entraîne à l'innovation. Comment enseigner à l'Université sans être impliqué dans la recherche ? En général, les enseignants consacrent peu de temps à la recherche qui influe peu sur les contenus des cours qui restent fondés sur des savoirs constitués et validés sur le long terme. L'enseignement dans les Universités africaines reste encore consommateur de résultats de recherches entreprises ailleurs. La recherche contribue encore très peu dans la mission d'enseignement. Ce constat pose deux questions :

- le manque d'une recherche consistante ne contribue-t-il pas au déphasage entre l'offre d'enseignement et l'environnement réel de l'Afrique ?
- l'intégration systématique des résultats de la recherche locale dans les contenus d'enseignement ne serait-elle pas un des moyens pour l'Université de répondre de manière plus adéquate aux besoins de la société ?

Les revues scientifiques sont un des baromètres de l'activité de recherche d'un pays. Or, rares sont les Universités qui accordent un budget conséquent au soutien à la publication.

2. Recherche et service à la société

Les chercheurs doivent faire preuve de leur utilité immédiate face aux besoins pressants de leur société, s'ils veulent être soutenus par les pouvoirs publics et les acteurs économiques. Or un pan important de la recherche universitaire est guidé par le souci de la promotion individuelle via les revues éditées à l'étranger. Le service à la société ne fait pas encore partie des critères d'évaluation et de promotion des enseignants et des chercheurs. Même si globalement les problèmes de développement sont semblables, contextualiser les problématiques et affiner les méthodes d'analyse sont nécessaires au développement endogène. Des efforts ont été entrepris pour associer les universitaires à l'élaboration des politiques de développement ; cependant, ces interventions se font à titre individuel, en qualité d'experts-consultants. L'Université doit disposer d'un plan d'action de la recherche

élaboré en conformité avec le plan de développement national, à exécuter et à évaluer via une Direction de la Recherche dotée d'un budget conséquent et d'un personnel qualifié pour les tâches de gestion et de planification des programmes et des projets de recherche. L'Université possède des compétences dans pratiquement tous les domaines du savoir ; pourtant la recherche qui y est menée a du mal à connaître ses clients, leurs motivations et leurs besoins. L'Université est-elle outillée pour cela ?

En concluant, Mme Kathryn Touré a invité à une Université au service du développement, ce qui suppose une recherche dynamique étroitement liée à l'enseignement. Cette évolution devra prendre en compte l'abandon du système actuel de projets isolés et dispersés au bénéfice d'un système d'appui institutionnel. La consolidation des Ecoles doctorales dans un plan directeur de recherche et leur mise en réseau pourraient impulser la recherche pour le développement à l'Université, dont le suivi s'appuierait sur des professionnels formés en planification, gestion, évaluation, maintien de partenariat, mobilisation des ressources ...

Comment le CRDI peut-il soutenir aux niveaux national, régional et continental des communautés de pratiques dynamiques sur ces questions de la gestion de la recherche universitaire, révisant les critères de promotion en y incluant les performances dans la réponse aux besoins de la société ?

Comment mutualiser la coopération internationale pour soutenir les efforts et mettre en commun les ressources ?

Le succès de ce vaste chantier dépendra de la contribution de l'Université au développement de l'Afrique.

Echanges d'expériences et pistes exploratoires

A l'issue de cette introduction, M. Abdoulaye Ndiaye a présenté les personnes-ressources sollicitées pour engager la réflexion, autour des quatre thèmes :

- la place et l'importance de la recherche dans les établissements universitaires ;
- la contribution de la recherche universitaire au développement ;
- l'environnement et les conditions de la recherche ;
- l'organisation, la gestion et le financement de la recherche universitaire.

Le modérateur a insisté pour que les expériences innovantes dans les universités sénégalaises soient mises en évidence pour permettre au CRDI de les partager, d'améliorer ses programmes ou de s'engager dans de nouvelles pistes d'orientation et d'appui.

1. La place et l'importance de la recherche dans les établissements universitaires

M. Toguebaye, Directeur de la Recherche à l'UCAD, a présenté les différentes fonctions de la recherche dans son établissement. De cette recherche dépendent l'efficacité et la pertinence des deux autres missions de l'Université (enseignement et service à la société), le rayonnement international de l'Université, la carrière des enseignants-chercheurs et une partie non négligeable des ressources financières de l'Université. Or si on se réfère d'une part aux critères définis par le classement de Shanghai, liés à la recherche et d'autre part à la nature des étudiants, de plus en plus consommateurs de l'enseignement supérieur où l'efficacité et la qualité sont primordiales, la recherche occupe une faible place dans l'environnement de l'Université Cheikh Anta Diop, en dépit du vœu de l'institution.

Dans les commentaires, M. Abdoulaye Niang, sociologue à l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, a axé son intervention sur le fait qu'à l'Université, la recherche stagne

en dépit de toutes les missions qui lui sont dévolues, du fait du peu de prix et d'intérêt qui lui est accordé. Il a invité à en identifier les difficultés.

Mme Fatou Sarr Sow, sociologue (IFAN) a présenté son expérience de la relation recherche-enseignement-service à la société au sein du Laboratoire Genre (né en 2004). Ce dernier a pour objectif de produire du savoir sur le genre pour la connaissance (soutenance de mémoires, publications) d'une part et pour les autres acteurs de la société d'autre part, en partant de notre propre vécu (élaboration de politiques plus sensibles au genre sur la base d'une expertise construite à partir d'outils d'analyse partant d'une mesure systématique des écarts dans tous les secteurs qui est un produit de recherche avant d'identifier les problèmes et d'élaborer les problématiques). Dr Sarr estime que des efforts sont entrain d'être menés notamment dans les Départements de sociologie de l'UCAD et de l'Université de Ziguinchor qui dispenseront un cours sur le genre basé sur cette accumulation de connaissances à partir des réalités sénégalaises. Malgré ces efforts, Mme Sarr estime que beaucoup reste à faire pour que la recherche influence le contenu des enseignements au sein des Universités.

L'introduction du 2^{ème} thème est un essai de déconstruction de l'Université vue comme une tour d'ivoire. L'expérience de décentralisation de la carte universitaire et d'acteurs du terrain impliqués dans le milieu universitaire en fait foi.

2. La contribution de la recherche universitaire au développement

M. Abdou Salam Fall, sociologue (IFAN) a présenté la nouvelle formation doctorale « Sciences sociales appliquées au Développement » (Ecole doctorale ETHOS, Etude sur l'Homme et la Société), adaptée à l'environnement et aux besoins de la société. Cette formation doctorale cherche à resserrer les liens entre l'Université et sa société, en apportant aux étudiants une formation théorique de qualité et en les préparant à un métier. Le modèle est collégial qui suit l'étudiant dans un encadrement rapproché (accueil dans un laboratoire de recherche), où les collègues valorisent leurs efforts et créent les conditions d'une masse critique valorisée. Les enseignements sont fondés sur une formation à la recherche dans les laboratoires ; les chaires de recherche sont dévolues dans des domaines identifiés comme porteurs pour lesquels il y a une production collective de connaissances. M. Fall a suggéré que ces Laboratoires soient dotés de moyens de recherche conséquents ou d'un accompagnement leur permettant d'accéder aux moyens de financement de la recherche. Or les contraintes sont nombreuses.

Il a identifié trois défis majeurs pour les chercheurs :

- * un chercheur isolé n'est pas financé d'où la nécessité de s'associer à d'autres acteurs du développement que les bailleurs financent plus facilement, même s'il s'agit de recherche à contractualiser ;
- * un travail de veille sur les appels d'offre, notamment du CRDI ;
- * la création d'un partenariat avec d'autres universités, notamment celles du Nord qui ont accès au financement de la recherche-développement.

En conclusion, M. Fall a proposé trois éléments d'orientation de la recherche : passer aux politiques publiques intersectorielles ; tenir compte et anticiper sur la logique et les stratégies des acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ; passer à l'acte en produisant des compétences dans la production des savoirs et en les envisageant en terme de partenariat Université-Société pour favoriser la transformation sociale.

M. Clément Dzidonu, Conseiller régional du bureau du CRDI, Senior Research Fellow (INIIT, Ghana) a remercié le CRDI de l'invitation qui lui a été adressée. Il a déploré que les Universités africaines ne soient pas encore de grandes institutions dans la mesure où l'enseignement y occupe l'essentiel de l'activité et l'innovation et la recherche y sont peu

présentes. Il a décliné les contraintes liées au manque de motivation des chercheurs pour la plupart formés dans les Universités du Nord, les tâches d'enseignement élevées qui annihilent l'activité de recherche, la pression économique et sociale, la rareté des opportunités de recherche au moment où les coûts de recherche sont très lourds, la déconnexion entre l'industrie et la recherche, notamment en terme de sources de financement, la faiblesse de la pertinence et de l'utilité de la recherche par les populations et la faible absorption de la recherche par l'économie (agriculture et santé par exemple). Ces problèmes incitent à travailler dans le sens d'une recherche qui innove et donne des résultats. Or ce n'est pas la créativité qui est une forme d'innovation qui fait défaut en Afrique.

En réaction aux présentations, Mme Aminata Diaw-Cissé du Département de Philosophie de l'UCAD a invité à ce que l'Université fasse un effort réflexif sur elle-même en tant qu'objet de savoir pour déterminer la culture institutionnelle par rapport à la recherche. Elle a rappelé que le processus de la réforme LMD (Licence-Maîtrise-Doctorat) dans son université n'a pas rencontré l'adhésion des enseignants-chercheurs de sa Faculté (Lettres et Sciences Humaines) qui se sont ensuite retrouvés dans la diversité de leur discipline et de leur territoire théorique à réfléchir ensemble sur la nécessaire connexion à l'interne. D'autre part, la faiblesse du (des) crédit (s) accordé (s) aux sciences sociales comparativement aux sciences « dures » entraîne l'absence de lisibilité de nos sociétés. Par exemple, comment comprendre le bien public, la mal-gouvernance sans saisir l'imaginaire de l'Africain ? Si la recherche doit avoir un impact sur le développement, toutes les sciences y ont leur part. Il est de la responsabilité sociale des chercheurs en Afrique d'être impliqués dans ce processus. Pour conclure, Mme Cissé-Diaw est revenue sur l'isolement du chercheur africain qui a besoin du poids de son institution pour créer un retour sur l'institution. Elle a présenté l'expérience de collaboration du Laboratoire Femme, Société, Culture (Ecole doctorale ETHOS) avec Oxfam qui a permis de prendre conscience de toute la force de la recherche en opérant de manière transdisciplinaire pour innover.

M. Aboulaye Niang (UGB) est revenu sur la relation entre la recherche et le développement et a fait un plaidoyer pour la recherche, à prendre en charge par les universitaires eux-mêmes, la société civile et le secteur privé.

Le modérateur a fait une transition au 3^{ème} thème en posant quelques interrogations. Quels sont les facteurs institutionnels les plus importants dans la construction d'un environnement performant de recherche ? Comment les meilleures pratiques et leçons sont-elles partagées au sein de l'Université, entre les Universités sénégalaises et au niveau régional ? Quelles sont les Universités qui ont progressé en matière de recherche ? Quelles en sont les manifestations ?

3. L'environnement et les conditions de la recherche

Mme Rianatou Bada Alambéji de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) a fait une présentation de son établissement, une institution inter-étatique basée à l'UCAD, qui a développé un partenariat solide et varié avec les systèmes nationaux de recherche agricole des pays membres de l'EISMV. Il faut par conséquent :

- susciter un financement endogène pour assurer d'une part le fonctionnement de base de la structure et d'autre part les coûts directs et indirects de la recherche ;
- développer dans chaque Etat une politique nationale de recherche pour identifier les besoins réels et traduire ensemble un certain nombre de programmes de recherche prioritaires auxquels les bailleurs de fonds apporteront leur soutien.

Le modérateur a rappelé que les Universités n'ont pas au départ identifié une mission de recherche-développement en approchant le secteur privé pour créer une synergie dans la programmation de la recherche.

M. Alexis Corenthin (Ecole Supérieure Polytechnique) a exposé la contribution des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à la recherche-développement aux niveaux local, national et régional. Il a mis l'accent sur le rôle fondamental de la communication dans la recherche interdisciplinaire dans un contexte de mondialisation. La mise en communication des chercheurs et des réseaux de recherche a été à l'origine du développement dans les pays du Nord (réseau GEANT). Le CRDI appuie l'Association des Universités Africaines (AUA, Accra) dans la mise en oeuvre d'un projet visant, à l'instar de ce qui se passe en Afrique australe, à atténuer l'inexistence d'un réseau universitaire d'éducation et de recherche (au niveau des pays et de la région) en raison de la faiblesse de la connectivité (0.37 kbit/ seconde/personne) et de l'accès aux TIC (2 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires en Afrique de l'Ouest et du Centre). La mise en place d'une synergie globale, d'un consortium des universités aux niveaux national (par exemple, l'UCAD et l'UGB ne sont pas interconnectées) et régional pour pouvoir discuter avec les prestataires d'accès est un des facteurs fondamentaux de la qualité de la recherche, à partir d'un réseau unique de communication permettant aux chercheurs d'être dans un espace de partage de ressources. Mr Corenthin a souligné l'importance des plateformes de communications axées sur l'utilisation des TIC.

Le modérateur a rappelé combien les TIC réduisent les coûts et, utilisées de manière efficiente, pourraient mettre à la disposition des décideurs et des populations la masse considérable des résultats de la recherche.

4. L'organisation, la gestion et le financement de la recherche universitaire

Ce quatrième thème a été introduit par M. Oumar Sougou, Directeur de la Recherche à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

A Saint-Louis, les laboratoires et les équipes de recherche ont très tôt émergé, souvent conditionnés par une volonté de promotion individuelle, à partir de thématiques propres. Face à ces pratiques d'isolement et de laisser-faire, l'UGB a cherché à rendre cohérente la relation Direction de la Recherche et Conseil Scientifique. Toutefois, laboratoires et centres de recherche continuent encore à travailler de façon isolée. La part de l'Etat en matière de recherche est quasi-inexistante (2 % du budget sont affectés aux dépenses d'enseignement et de recherche), la subvention qu'il alloue à l'Université est affectée quasi-exclusivement aux charges sociales (principalement les salaires), il n'y a pas de chapitre « recherche » dans la nomenclature budgétaire de l'Université. Dans ces conditions, difficile de rendre opératoire le devoir de rendre compte en matière de recherche. Les autres sources de financement relèvent de la coopération internationale et interuniversitaire, des bailleurs de la recherche et des entreprises. Cependant, grâce à l'appui du CRDI, l'UGB commence à réfléchir sur comment corriger ce fait. Et un premier jalon est la production d'un plan stratégique de l'Université, où la recherche occupe une place de choix,

Concernant l'UCAD, suivant la présentation de M. Toguebaye, l'organisation, la gestion et le financement de la recherche s'appuient sur trois leviers :

- l'institution d'un système de gouvernance performant et coordonné (direction de la Recherche, Conseil scientifique, direction de la Coopération, service de la Propriété intellectuelle, comité d'Ethique) pour renforcer les capacités d'orientation stratégique et la définition des priorités ;
- la mise en œuvre d'un plan stratégique de recherche (qui fixe d'une part les orientations scientifiques et techniques et d'autre part les objectifs à court, moyen et long termes) et de valorisation de la recherche dans une contractualisation avec l'Etat ;
- un système de financement durable : les organismes de financement internationaux soutiennent des projets de recherche ponctuels et non le renforcement des capacités de recherche et de valorisation des résultats de recherche.

M. Toguebaye a invité à une inversion de la tendance. Le principe de l'automaticité des subventions doit être supprimé ; ces dernières doivent être optimisées sur la base d'une contractualisation à partir des objectifs de l'Université. L'architecture du régime financier des Universités (qui n'a pas été révisée depuis 1960) doit être revue, avec une ligne budgétaire affectée à la recherche. L'innovation est devenue incontournable pour construire un environnement de recherche.

Au cours des échanges, Mme Aminata Dia-Cissé a regretté que chaque Université défende sa chapelle et ne réfléchisse pas assez sur la stabilité du financement et les priorités de l'Etat dans son rapport au développement. La politique de recherche à l'Université doit être en interaction avec celle de l'Etat. Elle a noté que le débat sur les sciences « dures » et « molles » quand on parle de recherche pour le développement n'avait pas sa place car les sciences sociales contribuent tout autant à la lisibilité des phénomènes de sociétés. Enfin en matière de culture de la recherche, le chercheur universitaire doit reconnaître qu'il a besoin de son institution et que l'interdisciplinarité doit se développer dans la façon de faire la recherche.

M. Alioune Camara du CRDI a abondé dans le même sens en s'interrogeant sur l'insertion de la recherche universitaire dans le système national de recherche. L'organisation de la recherche au Sénégal n'est pas sous l'entière autorité du ministère de la Recherche scientifique et technique, notamment la recherche agricole qui reçoit d'importants financements. Il a suggéré un plan stratégique de recherche, partant des priorités nationales de recherche et pouvant ainsi bénéficier des opportunités de contractualisation. L'Université ne peut saisir les opportunités qu'en s'ouvrant aux autres secteurs de la recherche et à de potentiels partenaires, notamment le secteur privé.

M. Charles Becker du Centre de Recherche sur les Politiques Sociales (CREPOS) a présenté ses expériences de collaboration avec le CRDI (questions d'éthique et de bioéthique, COMEST) et entre le Crepos et le CRDI (séminaires de formation et de rédaction scientifique entre 2006 et 2008 à Dakar et pour 2009 à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis). Il a souligné le problème de la publication des résultats de la recherche scientifique en Afrique. Pour réaliser ce type de publication, la formation, l'apprentissage à la rédaction, à l'écriture scientifique, la mise en place de véritables comités de rédaction et d'édition, de collection avec des supports classiques ou électroniques est essentielle. La question de l'accès à des réseaux de partage rapide de l'information grâce aux TIC est fondamentale, étant entendu qu'il faut qu'une édition scientifique se développe pour communiquer et partager les résultats de la recherche aux sociétés concernées.

M. Amadou Wagué, responsable de l'Ecole doctorale Physique-Chimie, Sciences de la Terre, de l'Univers et de l'Ingénieur (UCAD) a regretté que les subventions de l'Etat à l'Université ne servent pas à la recherche. Il a toutefois précisé que le syndicat de l'Enseignement supérieur auquel il est affilié s'est toujours battu, depuis le début des années 1990, pour une recherche de qualité à l'Université. Malheureusement, il n'a jamais été suivi.

M. Mamadou Gueye de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) a remercié le CRDI de l'opportunité de la rencontre. Il a présenté une expérience de collaboration entre une institution spécialisée de recherche et l'Université. A l'ISRA a été élaboré un projet d'entreprise 1996-2005 où s'inscrit un plan stratégique quinquennal fondé sur deux activités : dans chaque région écologique sont analysées les contraintes liées à l'agriculture par une équipe pluridisciplinaire qui dégage ensuite un programme de recherche appliquée et fondamentale, à l'intérieur d'un réseau de laboratoires nationaux qui travaillent en partenariat avec les Universités, les institutions de recherche du Nord et les institutions régionales. Ce plan stratégique n'est pas financé par l'Etat mais par des partenaires extérieurs sur la base

d'un contrat recoupant les objectifs de l'ISRA. Se pose le problème de la durabilité. M. Gueye a conclu sur l'urgence de créer et de renforcer le réseau national de recherche, appuyé par les TIC, qui ne doit pas se limiter à l'Université.

Dans son intervention, M. Malone, Président du CRDI, a partagé son expérience de recherche, mise en consonance avec les échanges auxquels il a assisté. Tout d'abord, il a relaté son expérience canadienne et indienne. Au Canada, le financement des universités a beaucoup décliné en termes réels pendant les années 1970 et 1980. Le refinancement massif de la recherche depuis 15 ans s'est fait sur la base du choix : l'ouverture sur l'international, et le CRDI participe à ce processus. En Inde, le financement universitaire a été rare pendant de longues années, à l'image de la situation du Sénégal ; le résultat a été catastrophique. Dans cet environnement, le secteur privé indien (notamment les industriels) s'est chargé de la formation de son personnel, embauchant au sein de l'université, les intégrant au sein de ses propres écoles de formation, les « déprogrammant » pour les « reprogrammer » selon l'expression de M. Malone. Finalement, l'Inde a trouvé sa propre voie qui invite à la réflexion.

M. Malone a, ensuite, dégagé quelques intuitions issues des débats :

- * les filières professionnelles ne sont pas à négliger à l'Université notamment dans leur travail d'interprétation des données ;
- * les Universités ont des choix à faire et doivent l'exposer publiquement à leur gouvernement pour faire évoluer les situations. La prise de parole dans les décisions est fondamentale ;
- * l'insertion dans une communauté de chercheurs est essentielle et doit s'adosser à des méthodes de recherche affinées dans les laboratoires dans une approche interdisciplinaire ;
- * la communication et les réseaux électroniques sont utiles mais ne résolvent pas tout ; l'interaction humaine, l'échange d'expériences de chercheurs qui se rencontrent est important. M. Malone a souligné que le CRDI attache du prix à la promotion de l'interaction entre chercheurs qui mène à de réelles collaborations.

M. Malone a souligné toutes les difficultés à gérer une Université dans les pays du Sud avec les impératifs différents des gouvernements, des enseignants et des étudiants ; cependant, il s'est dit optimiste pour l'avenir avec ce besoin d'innovation auquel il a assisté pendant ces échanges.

Quelques intervenants se sont ensuite prononcés.

M. Michel Cousin (Coopération française) s'est félicité de l'état des lieux fait par les partenaires sénégalais. Il a insisté pour que les laboratoires de recherche retrouvent toute leur place dans les Ecoles doctorales qui, à leur tour, donnent une lisibilité nationale voire régionale de la recherche, en évitant toutefois la répétition des mêmes thématiques. C'est en formant une communauté que les chercheurs draineront les fonds compétitifs de façon efficiente.

M. Abdou Salam Fall a souligné les nouveaux besoins d'adaptation : il faut des chercheurs-entrepreneurs mobilisant des ressources pour permettre à la recherche de se développer. Pour cela, les conditions d'une communication forte pour renouveler le processus de production de connaissances dans l'interaction avec le milieu et l'attrait de l'espace universitaire doivent également être mises en place.

Mme. Susan Pereverzoff (ACDI) a indiqué qu'il existe des opportunités de recherches sur les politiques, et que le contexte est favorable à un rapprochement entre les universités et les centres de recherche et l'Etat, notamment sur les questions de suivi et évaluation pour valider l'adéquation des politiques et programmes mis en place via, notamment les contributions des bailleurs.

M. Abdoulaye Niang a prôné une politique académique de recherche hardie avec des thématiques précises répondant aux besoins de connaissances du milieu et sensibilisant sur l'importance de la recherche dans le développement. Un travail de lobbying dans ce sens reste à faire.

Conclusion

M. Abdoulaye Ndiaye, modérateur, a invité les participants à maintenir la conversation par voie électronique en transmettant leurs réflexions et leurs recommandations au CRDI sur des pistes d'action possibles.

Une synthèse résumant les échanges a été présentée par M. Ndiouga Benga (Centre de recherche sur les Politiques Sociales, Département d'Histoire, UCAD), rapporteur de la table-ronde.

Mme Kathryn Touré a remercié l'audience pour la qualité des débats devant servir de plateforme au CRDI pour mettre en réseau la recherche dans plusieurs pays pour l'échange et le partage d'expériences.

Pistes d'action pour le CRDI

De ce qui se dégage de la discussion du 15 décembre 2008, on peut retenir à titre indicatif :

- une contractualisation des rapports avec les Universités à partir de leurs objectifs de performance insérés dans une politique nationale voire régionale de recherche-développement sur la base d'un plan stratégique ;
- le renforcement de la pérennité du partenariat à travers des structures opérationnelles ;
- un appui conséquent aux Ecoles doctorales des Universités et aux laboratoires qui en émanent par une communication hardie (consortium des universités, TIC, appui aux publications...) ;
- un appel aux capitaux privés sur la base de thématiques priorisées par l'Université et où la politique nationale de recherche et de développement ne perd pas l'initiative.

Ndiouga Benga, rapporteur
Centre de Recherche sur les
Politiques Sociales (CREPOS)
Département d'Histoire, UCAD
Dakar, Sénégal

Annexe 1 : Programme et Panelistes

TABLE-RONDE **La recherche universitaire pour le développement** **en Afrique de l'Ouest et du Centre : les préoccupations de l'heure**

Déroulement

I. Introduction

Abdoulaye Ndiaye, conseiller régional du CRDI, modérateur :

II. Les questions à débattre

Mme Kathryn Touré

Directrice du bureau régional du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Communication : Les liens de la recherche avec les autres missions de l'Université, quelques pistes de réflexion et questionnements.

III. Échanges d'expériences et pistes exploratoires

Intervenants : Modérateur et participants

Les thèmes :

- La place et l'importance de la recherche dans les établissements universitaires
- La contribution de la recherche universitaire au développement
- L'environnement et les conditions de la recherche
- L'organisation, la gestion et le financement de la recherche universitaire

Les participants à la table-ronde sont invités par le modérateur à se prononcer sur ces thèmes. Ces échanges seront suivis par l'ouverture des discussions aux autres personnes présentes à l'invitation du modérateur.

IV. Résumé et Conclusion

Intervenant : M. Adrien Ndiouga Benga, rapporteur

Mot de clôture : Mme Kathryn Touré

Suivie d'un cocktail en l'honneur de M. David Malone, Président du CRDI

Panelistes de la Table-ronde

- M. Bhen Toguebaye, Directeur de la recherche, UCAD
- M Abdoulaye Niang, Sociologue, UGB
- Mme Fatou Sarr Sow, Directrice du Laboratoire Genre, IFAN, UCAD
- M. Abdou Salam FALL, Sociologue, IFAN, UCAD
- M. Clement Dzidonu, Senior Research Fellow, INIIT (Ghana), Conseiller régional, CRDI
- Mme Aminata. Cissé Diaw, Département de philosophie, UCAD
- M. Oumar Sougou, Directeur de la recherche à l'UGB
- M. Mamadou Gueye, Chercheur, Laboratoire commun de microbiologie, IRD-ISRA-UCAD
- Mme Rianatou Bada Alambéji, Professeur, Santé publique et environnement, Ecole Inter-états des Sciences et Médecine Vétérinaires
- M. Alex Corenthin, École supérieure polytechnique, UCAD
- M. Abdoulaye Ndiaye, Agir-Promouvoir, Modérateur, Conseiller régional CRDI
- Mme Kathryn Touré, Directrice régionale, BRACO-CRDI
- M. David Malone, Président, CRDI

Autres participants

M. Abdou Salam Sall, Recteur Université Cheikh Anta Diop
Pr Amadou Wague, École doctorale Physique, chimie, Sciences de la Terre,
M. Akwasi Aidoo, directeur Trust Africa
Mme Susan.Pereverzoff, Conseillère Directrice adjointe, Programme du Sénégal
M. Bruce Currie-Alder, Analyste principal des politiques, CRDI
M. Michel Cousin, conseiller technique, projet U3E, coopération française
M. Luis Tito de Morais, chercheur, IRD
Mme Ramata Thioune, administrateur de programme CRDI
Mme Nicole Généreux, agente de partenariat CRDI
M. Alioune Camara, administrateur de programme CRDI
M. Innocent Butaré, administrateur de programme CRDI
M. Heni Lô, administrateur de programme CRDI
M. Diakalia Sanogo, administrateur de programme CRDI
M. Eugène Gbedji, administrateur de programme CRDI
M. Roger Couture, contrôleur régional
Mme Fatima Denton, chef d'équipe ACCA
Mme Natalie Beaulieu, administrateur de programme CRDI
Mme Jérôme Gérard, agent communication
M. Ndiouga Adrien Benga, UCAD – CREPOS
Mamadou Mika LOM, Journaliste à Sud Quotidien
Katia Vianou, Boursière CRDI
M. Daniel Lavan, Boursier CRDI
M. Bradford Rohmer, The Evaluation Partnership Limited

Annexe B

Contribution des conseillers régionaux

Résumé des échanges par courriel, avant la table ronde, avec M. Clement Dzidonu (Ghana), Pascal Houenou (Côte d'Ivoire), Marina Massougbedji (Bénin), Shekou Sesay (Sierra Leone), Abdoulaye Ndiaye (Sénégal).

Il y a des évidences que les investissements en recherche et développement sont liés et contribuent au développement socio-économique. En Afrique, on note une faiblesse en capacité de recherches, de faibles investissements et également des liens peu développés entre l'industrie et le monde de la recherche, notamment universitaire. Les trois rôles de l'université, recherche, éducation et services, doivent s'articuler dans la perspective du développement durable, en fournissant à la société des savoirs utiles et des finissants répondant au besoin du marché de l'emploi.

Beaucoup d'universités en Afrique naviguent à vue, sans une vision clairement définie, sans plan stratégique, se contentant de continuer à vivre essentiellement des subsides accordées par l'Etat – car nos universités sont des universités d'état pour la plupart.

En ce sens les réflexions conduites par le CRDI sur les aspects des liens chercheurs décideurs en Afrique de l'Ouest et du Centre s'inscrivent dans cet esprit de dialogue qui de façon croissante doit engager les autres partenaires de développement pour réitérer que la recherche (appliquée) soit locale, appropriée par les communautés et qu'elles contribuent à la croissance et au développement.

Le CRDI en Afrique devra non seulement continuer à développer des programmes de recherche mais il faut surtout que ces programmes répondent chaque jour davantage aux besoins des populations. En supportant des programmes novateurs (ex. : programme Écosanté, Programme Genre à l'IFAN), il a commencé à semer.

Dans ce sens, poursuivre la sensibilisation de la communauté universitaire au besoin de changement de comportement et investir dans la durée à travers des financements de formation et de recherche-action impliquant de plus en plus chercheurs, ONG, communautés à la base peuvent permettre de construire les ponts entre la recherche universitaire et les autres acteurs, pour une recherche plus encore au service du développement.

Une plus grande emphase sur la recherche appliquée peut contribuer à faire avancer l'université vers une institution plus en phase avec les réalités et les défis auxquels sont confrontés les sociétés africaines.

Annexe C

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE: La recherche, le parent pauvre des universités

Mamadou Mika LOM – Sud Quotidien (Dakar) - mercredi 7 janvier 2009

L'Université qui a toujours eu une mission d'enseignement, de recherche et de service n'est-elle pas en train de dévier, quelque peu, de son chemin en Afrique ? Ce qui est au moins sûr, c'est qu'elle a toujours du mal à assumer sa fonction de recherche sur le continent. Or, c'est là où elle a toujours été attendue à cause des énormes défis auxquels les Africains sont confrontés.

Des défis liés notamment aux exigences du développement durable, en termes d'environnement, de santé, d'hydraulique, d'habitat et d'agriculture qui nécessitent des recherches pour des solutions idoines à la faveur des populations. Malheureusement, les chercheurs africains tardent à réaliser les attentes placées en eux pour sortir les populations des affres du sous-développement. Conséquence, en dehors de quelques rares exemples (Afrique du Sud et Egypte), les universités africaines souffrent d'un déficit criard de rayonnement dans le monde. Et l'on peut même se demander si la tendance ne risque pas de s'aggraver à cause de la crise mondiale et de sa consécutive, les arbitrages budgétaires dont l'enseignement supérieur et la recherche sont les principales victimes.

A la dernière Conférence régionale africaine sur l'enseignement supérieur en Afrique, la nouvelle directrice régionale du Bureau Régional de l'Unesco pour l'Afrique (Breda/Unesco), la Gambienne Marie Thérèse NDong Jatta, avait lancé des propos qui incitaient bien à la réflexion : « l'Université n'est pas destinée à ceux qui n'ont plus besoin de rien mais plutôt à ceux qui ont encore besoin de tout ». A n'en pas douter, la directrice du Breda/Unesco faisait allusion aux pays en développement (africains) qui, en plus de la formation de leurs jeunes, avaient besoin de trouver des solutions idoines et urgentes à leurs problèmes de développement.

Des pays qui ont besoin donc de dompter (par la science et la technique) la nature et ses différentes composantes pour les transformer à leur profit. Comme du reste l'ont si bien réussi plusieurs pays d'Asie, d'Amérique et d'Europe... Lesquels doivent en effet leurs énormes progrès scientifiques, techniques et technologiques à la vitalité ainsi qu'à la place et au rôle prépondérants de la recherche dans les établissements universitaires et autres instituts d'enseignements supérieurs.

A l'inverse, dans les pays africains où les financements alloués à la recherche dans les établissements universitaires demeurent insuffisants, il est aisé de se faire une idée précise du peu d'attention accordée à cette activité pourtant capitale pour le développement économique et social des Etats. Une telle situation est la conséquence directe de l'absence totale de chapitres budgétaires consacrés explicitement à la recherche dans les universités africaines où 98% des ressources budgétaires sont dévolues aux dépenses sociales.

SANS LA RECHERCHE, IL N'Y A PAS DE RAYONNEMENT UNIVERSITAIRE

La plupart des universités africaines francophones fonctionnent ainsi depuis leur accession à l'indépendance, dans les années 1960. La conséquence est que la plupart de ces établissements universitaires africains (excepté ceux d'Afrique du Sud et d'Egypte), éprouvent des difficultés de rayonnement dans le monde. Car il est évident que sans la volonté de construction et de validation des connaissances acquises, sans la construction d'avantages compétitifs et sans l'acquisition de connaissances innovantes, un établissement universitaire ne peut se tailler une notoriété dans le contexte de mondialisation qui impose au monde de nouvelles règles basées sur l'innovation et la compétitivité. Toutes choses qui supposent une certaine volonté à la fois politique et académique et une ambition manifeste pour mieux encourager toutes les initiatives (débats et conférences) africaines qui se tiennent partout sur la question.

Une telle volonté pourrait encourager également « le regain d'intérêt de certains bailleurs spécialisés comme le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), une institution toujours disposée à accompagner les initiatives allant dans le sens du développement de la recherche mais qui peine à cerner les contraintes de gestion de la recherche universitaire et à identifier les espaces de collaboration avec les communautés des partenaires techniques et financiers en Afrique de l'Ouest et du Centre ».

La problématique a d'ailleurs été largement évoquée lors de la table ronde organisée le 15 décembre dernier, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, en marge de la visite au Sénégal de David Malone, patron du CRDI. Au cours de la rencontre à laquelle ont pris part de brillants universitaires sénégalais et africains, il a été ainsi beaucoup question de l'ampleur actuelle des goulots d'étranglement observés dans le cadre de la promotion de la recherche universitaire en Afrique.

Et, au niveau de cette institution majeure, l'on se pose aujourd'hui tout simplement la question de savoir « dans quels espaces ou pour quel rôle le CRDI peut-il être le plus utile dans les années à venir, compte tenu de son intérêt renouvelé pour l'éducation supérieure et la recherche universitaire ? » Une telle question mérite assurément une réponse rapide pour permettre d'anticiper au plus vite sur les effets de la crise mondiale qui risquent d'être à l'origine d'arbitrages très néfastes au détriment de l'enseignement supérieur en général et de la recherche universitaire en particulier.

www.sudonline.sn/spip.php?article15932